

Lyon**OM-OL : six mois de prison avec sursis pour un supporter lyonnais**

Ici les supporters lyonnais présents au stade Vélodrome le 29 octobre. Photo Stéphane Guiochon

Ce lundi, un supporter lyonnais a été présenté devant le tribunal correctionnel de Marseille pour répondre de violences envers des CRS et injures racistes lors des incidents survenus lors du match OM-OL du 29 octobre.

Un supporter lyonnais a été jugé à Marseille le 18 décembre pour son rôle dans les incidents survenus lors de la rencontre entre l'OM et l'OL le 29 octobre dernier. Poursuivi pour injures racistes et de violences envers des membres de la CRS 19, l'individu, un ancien militaire médaillé de 28 ans, était sous contrôle judiciaire depuis le 31 octobre selon nos confrères France 3 Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Lorsque le bus des supporters lyonnais a été caillassé, le supporter est descendu pour

affronter les Marseillais, déclenchant des échauffourées avec les forces de l'ordre et neuf interpellations.

Un « comportement indigne » pour le parquet

Le tribunal a prononcé une peine de six mois de prison avec sursis, six mois d'interdiction de stade, une obligation de pointer les jours de match et une indemnité de 400 euros pour préjudice moral envers les CRS plaignants.

L'avocat du prévenu a plaidé un contexte de « guérilla » soulignant la défaillance des forces de l'ordre et l'absence d'escorte pour le bus. Le parquet avait requis un an de prison avec sursis, trois ans d'interdiction de stade et de droits civiques pour « comportement indigne ».

À noter que deux autres supporters lyonnais seront jugés le 16 janvier pour « provocation à la haine raciale ».

Rhône**Finis les blocages de route : Dernière rénovation tire sa révérence**

Le collectif d'activistes connu pour bloquer régulièrement la M6-M7 a annoncé la fin de sa campagne de sensibilisation à la cause climatique.

Les automobilistes lyonnais peuvent souffler. Le mouvement Dernière rénovation (DR), connu pour ses blocages de route, vient d'annoncer ce 18 décembre la « conclusion » de sa campagne en faveur d'un grand plan de rénovation thermique en France, lors d'un rassemblement à la mi-journée devant le tribunal judiciaire de Paris.

« Une nouvelle revendication ambitieuse »

À Lyon, les activistes de ce collectif s'étaient fait connaître à partir de novembre 2022 en bloquant la M6 et la M7 à plusieurs reprises ; encore en novembre 2023, au niveau de l'entrée du tunnel sous Fourvière. Des membres avaient également participé à un jet de peinture sur la préfecture du département en mars (trois d'entre eux sont en procès pour cela) et pour avoir bloqué l'entrée du siège de la région Auvergne Rhône-Alpes en octobre.

« Dans le Rhône, on a obtenu des réactions de politique locaux et su faire parler de nous,



Des activistes de Dernière rénovation ont bloqué sur la M7, à Lyon, en novembre 2022. Photo Jérôme Morin

tout en tissant un lien avec d'autres mouvements. On s'arrête là pour Dernière rénovation, mais nous continuerons d'obtenir des avancées par l'action non-violente sur d'autres sujets », explique Enima, l'un des membres du comité local du mouvement.

Dans un communiqué dressant un bilan de son existence au niveau du pays, DR a estimé avoir obtenu « une série d'avancées réglementaires et législatives », notamment une « augmentation de 1,6 milliard d'euros de MaPrimeRénov dans le budget 2024, ainsi

qu'une refonte du dispositif pour favoriser les travaux d'isolation globale ». Le mouvement annonce également que « dès le début de l'année prochaine, les milliers de citoyens qui y ont pris part se rassembleront autour d'une nouvelle revendication ambitieuse ». En attendant la suite, plusieurs activistes « se présenteront devant les tribunaux pour tenter d'obtenir une victoire judiciaire, dans l'espoir que les actions de désobéissance civile donnent lieu à une relaxe sur le fondement de l'état de nécessité climatique ».

Lyon • Ils disent non au projet de loi immigration :**« On a besoin de régularisation pour mieux vivre et pour travailler »**

Environ 500 personnes -selon la préfecture- ont manifesté ce lundi soir entre les places Bellecour et Gabriel-Péri pour dénoncer le projet de loi immigration. Elles demandent « la régularisation de tous les sans-papiers », « le droit à la santé pour tous »...

« Beaucoup de personnes qui ont quitté leur pays sont des femmes qui ont subi des violences, des hommes qui sont harcelés dans leur pays. On a besoin de régularisation pour mieux vivre et pour travailler », met en avant M'Harry du collectif lyonnais Solidarité entre femmes à la rue. « On sera encore plus en précarité », redoute Najeh, membre du Collectif des sans-papiers de Lyon (CSP 69), qui craint « des expulsions du jour au lendemain » en fonction des besoins sur les métiers en tension. « Nous ne serons tolérés que lorsque nous travaillerons dans les métiers pénibles et mal payés. Le programme de Darmanin, c'est travaille et tais-toi », dénonce-t-elle.

L'association 2MSG (Migrations, minorités sexuelles et de genre) alerte de son côté sur « les milliers de personnes qui vont être déboutées de leur demande d'asile et vont se retrouver sans-papiers ».



Photo Joël Philippon